

TOCQUEVILLE MAGAZINE

HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 588 4 NOVEMBRE 2008

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques, favorisant les libertés économiques, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour (presque) chaque mardi à 0 heures.

Reproduction: Les textes et articles de TOCQUEVILLE MAGAZINE peuvent être reproduits librement avec indication de la provenance.

LE PREMIER NOVEMBRE ETAIT LA TOUSSAINT, C'EST-A-DIRE LE FETE DE TOUS LES SAINTS. HORMIS LES SAINTS RECONNUS COMME TELS, NOUS SOMMES TOUS APPELES A LA SAINTETE POURVU QUE NOUS L'ACCEPTIONS.

LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT ET SANS MODERATION

EDITO

SUISSE, LA VERTUEUSE

La Suisse offre beaucoup d'enseignements dans cette période difficile. Seules deux banques ont été touchées au point d'avoir besoin de l'Etat fédéral : l'UBS et le Crédit suisse. Il est vrai que ce sont les plus importantes sur le plan mondial et que, justement, elles ne sont pas familiales : c'est un premier enseignement.

Les 318 autres banques sont bien gérées et protégées par le caractère familial de beaucoup d'entre elles. Certaines ont du se recapitaliser mais y sont parvenues sur le marché, sans aide extérieure.

La presse n'en parle guère car ce qui sauve la Suisse n'est pas conforme au modèle étatiste en vogue dans tout l'occident.

Indépendamment de ce comportement exceptionnel dans la crise que nous connaissons, il y aurait beaucoup à dire encore sur les vertus de la Suisse. Le niveau de vie est un des plus élevés du monde et il n'y a que 2,5 % de chômeurs. Les emplois sont des emplois extrêmement qualifiés dont beaucoup d'emplois dans la recherche-développement. Il n'y a pas de grève, ni non plus de banlieues difficiles.

Les naturalisations ne sont pas décidées au niveau de l'État mais au niveau de la commune : c'est la commune qui décide de tel ou tel est capable de devenir suisse : les habitants doivent vérifier que le candidat a vraiment les qualités pour devenir suisse et le droit du sang est prépondérant.

Le gouvernement ne comporte que sept ministres, dont le président, et chaque ministre n'a que trois collaborateurs. Ils n'ont pas de voiture de fonction.

Il y a deux chambres : le conseil des Etats qui comporte 46 députés, chacun s'exprimant dans l'une des quatre langues de la confédération sans traduction d'aucune sorte et le conseil national qui comprend 200 élus. Ces deux assemblées ont le même pouvoir. Elles ne votent chaque année qu'une centaine de lois et les salaires sont si modestes que chacun des représentants est obligé d'avoir un autre métier qu'il exerce à temps plein.

Pour couronner le tout la Suisse n'appartient pas à l'Europe, ce qui facilite sa gestion financière ; malgré plusieurs tentatives désespérées de faire voter les Suisses pour entrer dans l'Europe, ils l'ont rejetée la dernière fois à 74 %.

Bien entendu il faut aussi évoquer le référendum d'initiative populaire ; de temps à autre la classe politique française salue cette méthode incroyablement efficace de consultation des citoyens ; accrochée à son enrichissement personnel indu, elle s'empresse d'enterrer l'idée avec des fleurs.

M.P.

DU NEUF ET DU DEJA VU

LES AVEUX

Voici revenir les désastreuses cérémonies de voeux par lesquelles les hommes de l'État nous ruinent d'une façon absolument massive et inattendue. Nous en reparlerons en temps et en heure.

Jean-Michel Fourgous, député UMP et maire d'Élancourt dans les Yvelines vient de donner des informations très intéressantes. En effet, il a décidé d'annuler les quatre cérémonies de voeux de 2009 prévues du 22 au 25 janvier par la municipalité et il déclare : « face à une crise financière sans précédent dont on ne connaît pas encore les effets sur l'économie réelle, il faut donner l'exemple d'une gestion prudente et réfléchie et je ferai tout pour ne pas céder à la facilité qui consiste à faire payer la crise aux habitants en augmentant les impôts locaux. »

Nous allons bien voir s'il va tenir parole.

En attendant il nous donne des précisions utiles car la commune d'Élancourt n'est pas une grande commune et l'on constate qu'il y avait quatre cérémonies de voeux pour ruiner les habitants.

Mais sa motivation grâce à la crise est à notre avis insuffisante ; il devrait dire qu'il a compris et que, de toutes façons et en toutes circonstances, il ne ferait plus jamais de cérémonie de voeux.

COURRIER DES LECTEURS

(Nous publions des lettres telles qu'elles nous parviennent ; il est rare que nous les commentions, même quand nous ne partageons pas les points de vue exprimé. A chacun de juger)

PARACHUTES DORES

Cher Monsieur,

Dans la Tribune de Genève en mars 2006 une députée PS suisse déclarait : "les recettes du passé ne sont pas la solution aux problèmes actuels"

Le PS français ne lit pas la presse étrangère et s'arrime à de vieilles chimères, qu'il partage avec l'UMP parti de la droite-de-gauche

Sarkozy est incapable de comprendre parce qu'il n'a pas lu un journal sauf "peuple" depuis 25 ans que sa politique identique à celle de ses prédécesseurs tant UMP que socialo-communiste consiste à être malhonnête, dilapider 300 millions par jour pour les distribuer aux prébendiers "ayant de faux droits acquis" , c'est-à-dire des parachutes dorés aux frais du contribuable , ce qui est un vol , le casse du siècle tous les jours = 110 milliards annuels

Les parlementaires UMP votent le budget à gaspillages tandis que la gauche vote contre, mais la gauche au pouvoir les vote tandis que la fausse droite vote contre.....

S'était une page de ma chronique intermittente : "ici Paris, les Français mentent et volent aux Français"

Nous avons en effet une classe politique de HAUT-VOL

Respectueusement

et aussi

Exemple Raffarin nullité extrême a bénéficié d'un atterrissage au sénat grâce à la complicité de ses pairs sous pression de Chirac Jacques : cette nullité mérite d'être taxée au taux le plus haut.

NB le sénat est la représentation de la classe politique la plus insignifiante : les élus locaux sont aussi minables que la valetaille parlementaire dont ils élisent les sénateurs

C'est cela qui mérite une ardeur parlementaire pour taxer les parachutes dorés expulsés des entreprises privées, à défaut de pouvoir agir sur les contrats d'entreprises envers leurs dirigeants....

Mais n'y a-t-il pas aussi quelques parachutes dorés du côté des dirigeants énarques ayant failli dans les entreprises publiques ?

Il y en a marre de ces donneurs de leçons qui oublient de balayer devant leur porte ! aurions nous une classe politique la plus imbuvable du monde ? tout juste bonne à préconiser et aire le contraire de ce qu'il faut faire ...

Christian Péne

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

(A diffuser largement)

LUNDI 3 NOVEMBRE 2008

SARKO-SOCIALO

L'observateur le plus attentif, et même s'il est par nature sympathique à Monsieur Sarkozy, est obligé de constater que toute sa vie publique le président actuellement provisoirement en vigueur a servi la gauche et quelquefois la gauche extrême.

L'habileté suprême fut d'adresser des clins d'oeil appuyés vers la droite et de faire croire le contraire, en prétendant que la fatalité l'empêchait de suivre son électorat. C'est la raison

pour laquelle les espoirs fabuleux que la France pouvait nourrir après son élection sont partis complètement en fumée.

Pour illustrer le propos, on peut citer la consolidation et l'extension des droits opposables, cette machine tout à fait redoutable qui conduit à une obligation du socialisme, puisque l'État se condamne juridiquement à intervenir dans une foule de domaines qui devraient être laissés au marché. Le droit au logement opposable en vertu de la loi Dalo entrée en application le 1er janvier 2008 est l'un d'entre eux. L'on parle déjà de nouveaux droits opposables à créer comme le droit opposable aux crèches et tout récemment le droit opposable à l'économie numérique annoncé en fanfare.

Dans un autre domaine, citons la politique industrielle qui se déploie avec l'intervention de l'État dans des affaires purement privées comme les problèmes d'Arcelor Mittal en Lorraine ou ceux de Michelin. Au titre de la marche forcée vers le socialisme, il faut ajouter le blocage des loyers, alors que la France sort péniblement de la loi de 1948.

Mentionnons un nouveau droit de préemption accordé aux maires ; jusqu'à présent les maires avaient un droit de préemption à exercer lors des achats immobiliers, ce qui est très déjà une anomalie destructrice du marché du logement. Maintenant, sous prétexte de leur donner le droit de veiller sur les changements de fonds de commerce, ils ont un droit de préemption sur les baux commerciaux : c'est une nouvelle atteinte grave aux droits de propriété.

L'État dans le désordre coutumier continue, comme avant, à dépenser à tout va et dans le monde entier avec en conséquence le dérapage de l'endettement et la création d'une multitude de nouveaux impôts.

La crise financière et économique dans laquelle nous nous enfonçons et dont le président est pour une grande part responsable lui donne l'occasion nouvelle et unique de montrer sa préférence pour le socialisme. Les commentateurs de la presse « officielle », dont on connaît l'hostilité à l'économie de marché, le poussent dans ce sens ainsi que les énarques qui forment sa cour et les socialistes qu'il a mis aux commandes d'un certain nombre de ministères.

Citons simplement quelques faits.

Par exemple, il affirme ces temps-ci que tous les espoirs pour l'emploi reposent sur la croissance. Tout récemment, on a entendu sur la radio gauchiste connue, France-info, qu'en dessous de 1,5 % de croissance rien ne pouvait être espéré et que l'économie et donc l'emploi s'amélioreraient à partir de 3 % de croissance. C'est un raisonnement tout à fait faux. La croissance ne crée pas forcément d'emplois et, même, l'on peut affirmer qu'elle risque de ne pas en créer du tout : elle permettra encore plus aux industriels et aux commerçants de se délocaliser si jamais ils trouvent un peu d'argent pour payer le prix d'une délocalisation. La seule façon de lutter contre le chômage et de développer l'économie est de libérer la France du poids insupportable des impôts et réglementations, sans oublier un certain nombre de dispositions meurtrières du code du travail : la croissance serait un effet et non une cause.

Le 30 octobre 2008 au matin, les députés, malgré les protestations de certains d'entre eux et sur instruction de l'Élysée, ont décidé le rétablissement de la prime transport que les sénateurs voulaient supprimer. C'est une prime qui oblige les chefs d'entreprise à s'occuper des transports de leurs employés en y contribuant ; le raisonnement mensonger est que de cette façon les employés trouveraient des formules du type covoiturage, ou transports en commun, alors que ces employés doivent être libres de choisir le moyen de transport qui leur convient. Pour ajouter au comique, il sera inclus dans la prime transport l'abonnement au vélobib : cela ne s'invente pas. Personne ne parle du flot de contentieux qui va déferler si un accident se produit grâce au vélobib sur le trajet du travail, comme malheureusement il s'en produit beaucoup.

Autre invention tout à fait récente : 200 000 hauts fonctionnaires seraient payés au mérite. C'est en fait le signal d'une nouvelle augmentation de ces fonctionnaires ; pour que ce ne soit pas le cas, il faudrait que les bénéficiaires voient leur salaire fixe réduit au moins en proportion de l'espoir de la prime au mérite. En outre, dans cette troupe immense de hauts fonctionnaires, il en est beaucoup qui sont occupés à des tâches tout à fait inutiles quand elles ne sont pas négatives et destructrices de l'économie. Il faut, non pas les conduire à mieux travailler mais supprimer purement les tâches auxquelles ils se consacrent abusivement.

Chemin faisant la perspective de nouveaux impôts se confirme, comme la taxe sur les revenus du capital qui, à due concurrence, va de nouveau chasser des capitaux hors de France.

Le désordre dans les contrats de travail va se poursuivre. Qui peut dire aujourd'hui le nombre exact de contrats de travail possibles, tous pièges à réglementations diverses, contradictoires et coûteuses ?

Essayons d'en énumérer quelques uns sauf erreur et omission : Travaux d'utilité collective, contrat de réinsertion en alternance, contrat de retour à l'emploi, contrat emploi-solidarité, contrat emploi consolidé, contrat initiative-emploi, contrats emploi ville, emploi jeune, contrat d'avenir, civis-association, civis-accompagnement vers l'emploi ou civis régional, civis-crédation d'entreprise, contrat accompagnement emploi, contrat soutien emploi jeune en entreprise, stages d'insertion et de formation à l'emploi individuel, stages d'insertion et de formation à l'emploi collectif, service militaire adapté, contrat d'apprentissage, contrat de qualification, contrat d'adaptation, contrat d'orientation, contrat de professionnalisation... .

Une nouvelle promotion des contrats aidés va prendre place ; or ce ne sont que de faux emplois publics ou quasi publics. Est prévue aussi l'extension du contrat de transition professionnelle (CTP). La jungle s'épaissit.

Terminons par la cérémonie plutôt ridicule qui a eu lieu à l'Élysée le 30 octobre 2008. Le président a invité préfets, trésoriers payeurs généraux et banquiers pour l'écouter sur les mauvaises chaises de la salle des fêtes du « château ».

Les deux premières catégories d'auditeurs étaient conviées pour mettre en tutelle la troisième catégorie.

Il n'avait pas été demandé aux préfets de revêtir leur bel uniforme ; cette omission doit être due aux services de communication abusifs de l'Élysée qui ruinent l'économie par leur existence même. Ils ont, sans doute, estimé que la vue des uniformes pourrait provoquer des états d'âme chez les banquiers déjà malmenés ! En effet, les préfets furent chargés officiellement par le président de donner des coup de fouet aux banquiers récalcitrants. Tout le monde sait que rien ne va se passer ; on ne voit pas le préfet agir vis-à-vis des agents d'une banque nationale alors que ces agents sont tenus par leur contrat de travail de respecter la politique de leur direction générale. Il faudra donc des sortes de super-préfets pour fouetter les directions générales des banques à succursales.

Le président, d'ailleurs, a avoué tout de suite l'inutilité de la réunion puisqu'il a annoncé la création d'un poste central de surveillance des banques sous forme d'un médiateur du nom de René Ricol. Il devra sans doute s'armer d'un fouet dans le quartier de la défense. C'est juste le contraire de ce qu'il faut faire puisque c'est l'amorce d'une grosse administration : on ne voit pas un seul médiateur avec une gentille secrétaire surveiller des utilisations de milliards d'euros. L'on annonce déjà dix collaborateurs !

La deuxième catégorie de personnages était représentée par les trésoriers payeurs généraux. Ils devaient bien rire sous cape, car ces TPG avec d'autres catégories comme les conservateurs des hypothèques sont célèbres dans le monde entier pour la richesse indue récoltée dans leurs fonctions. Ainsi que beaucoup d'autres, ils sont directement responsables de l'écroulement de l'économie française ; il est facile pour un économiste de montrer que cet écroulement est relié à cette richesse indue par de multiples fils aussi solides et invisibles que des fils de soie.

Restaient les banquiers, qui ont dû écouter bouche bée et sagement assis ce qui les menaçait avant même le péché éventuel que peut-être ils ne commettront pas.

Le président toujours fidèle à son orientation gauchiste avait devant lui la vue du magnifique parc de l'Élysée. Il n'a pas ouvert la fenêtre, la seule fenêtre qui pourrait guérir à grande vitesse l'économie française en faisant bondir les investissements et les emplois : la fenêtre de la liberté.

Michel de Poncins

Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire

micheldeponcins@orange.fr

REMARQUE IMPORTANTE

Il y a des problèmes dans la diffusion des flashes. Certains destinataires ne les reçoivent pas.

Il est conseillé d'indiquer aux personnes qui ne les reçoivent pas de les consulter :

Sur TOCQUEVILLE MAGAZINE

<http://libeco.net/>

ou sur LE PILORI

<http://www.midiassurancesconseils.com/Lepilorigeneral.htm>

Pour écouter Radio-silence [ici](#)

CITATIONS

ALAIN LAMBERT

« Sarkozy a été élu pour rendre la France plus efficace, pas pour augmenter les impôts »

HENRI MARITON (Député UMP de la Drôme)

« Le RSA ajoute une strate de plus aux dépenses publiques. C'est une mesure de type socialiste »

REVUE DE PRESSE

LA PARLOTTE DU CLIMAT

Le 29 et le 30 octobre 2008 ont eu lieu les premières journées parisiennes de l'écologie et du climat place de l'hôtel de ville. C'est un nouveau type de parlotte avec cette circonstance qu'elle a lieu dans le cadre parisien. L'objectif si l'on comprend bien est de lutter contre le soleil puisque le climat ne peut dépendre que du soleil et que les activités humaines sont négligeables par rapport à l'influence du soleil et d'autres éléments naturels.

Il est promis à cette occasion la création d'un nouvel organisme meurtrier pour les finances publiques et que l'on appellera l'agence parisienne du climat. La lutte contre le soleil devient donc régionale et même parisienne. Que se passera-t-il si, grâce à la parlotte, le réchauffement s'arrête à Paris mais s'étale en Normandie !

Bien sûr l'on tire des plans sur la comète, si l'on peut dire, puisque l'on annonce sans honte que cela va coûter très cher mais que ce sera remboursé par les économies d'énergie de demain.

L'on apprend à cette occasion qu'il y a à la mairie de Paris un chargé du développement durable qui s'appelle Denis Baupin : souhaitons qu'il s'enrichisse grassement dans ses prestigieuses et inutiles fonctions.

LES BREVES

LA FAUTE A GISCARD

Giscard d'Estaing est très largement responsable d'un grand nombre des calamités qui frappent la France. Le changement d'heure que nous venons de vivre en est un des exemples.

Sa Majesté auvergnate s'était mise, à l'époque, au tableau pour expliquer aux Français médusés qu'en changeant d'heure deux fois par an on économiserait 1 % par an d'électricité. N'importe quelle personne sensée pouvait comprendre qu'une telle économie éventuelle était très inférieure à la marge d'erreur possible ceci dans un monde extrêmement mouvant. Et puis de quel droit à un Homme de l'État quel que soit son niveau doit décider ce que nous dépensons d'électricité ou pas.

Personne n'avait mis en balance les dégâts sur la santé. Chaque changement d'heure est équivalent à un changement de fuseaux horaires et les dégâts sur la santé sont impossibles à évaluer.

On a remarqué d'ailleurs que, suite au récent changement d'heure, beaucoup de personnes mêmes non fragiles ont eu de la peine à retrouver leur rythme normal de sommeil.

Il s'ajoute deux circonstances aggravantes.

Dans la ligne de la décision de Giscard d'Estaing, la calamité s'est étendue dans toute l'Europe car les Européens ont suivi.

Des études récentes montrent que l'économie n'est que de 0,3 % !

ILLETRISME

Personne n'ignore la situation désastreuse des prisons en France qui inflige aux détenus un traitement inhumain quelle que soit la faute qu'ils aient commis. Les ravages de l'éducation nationale jouent aussi leur rôle dans ce domaine. L'illettrisme est tel que lorsque l'on condamne un jeune à une peine avec sursis il ne comprend pas ce que veut dire le mot de sursis et c'est pour cela qu'il recommence très vite des fautes et se retrouve définitivement en prison.

ALASKA PETROLE

L'un des grands problèmes de l'époque actuelle est le pétrole et surtout le fait que les plus grandes réserves du monde et les plus grandes ressources actuelles se trouvent en Arabie Saoudite, soldat de l'islam. L'expansion fabuleuse et conquérante de l'islam repose sur le pétrole.

Il en résulte que toute occasion de trouver du pétrole ailleurs a non seulement une importance économique considérable mais une importance idéologique absolument sans limite étant donnée la guerre déclenchée par l'islam contre la chrétienté.

Il se trouve que les Américains ont beaucoup de ressources possibles en Alaska.

En 1996, Bill Clinton avait bloqué l'ouverture aux forages d'une zone de l'Alaska proche de la mer de Beaufort, ceci, parce qu'il y a des ours polaires et caribous en Alaska. Ces espèces sont protégées et il paraît que les forages nuiraient au moral de ces bêtes. Sarah Palin, heureusement, n'a pas d'états d'âme et préfère les forages pétroliers aux ours polaires et aux caribous. Mais aura-t-elle du pouvoir après le 4 novembre ?

LE PIEGE DES PRETS RELAIS

Tout le monde sait ce qu'est un prêt relais : la banque vous prête de l'argent dans l'attente de la vente d'un bien qui est souvent un appartement que vous devez vendre pour en acheter un autre. Les gens sensés savent le danger de tels calculs : si un événement imprévu comme une crise immobilière se produit vous êtes « chocolat » et pouvez être ruinées.

Les banques et les notaires, soit ignorance soit complicité, ont beaucoup poussé à la faute et trente mille ménages seraient en danger.

LE RACISME DES ANTI RACISTES

Les présumés antiracistes sont en général des racistes camouflés et cela s'observe dans tous les pays du monde y compris aux USA. Les lois Pleven et Gayssot forment, avec d'autres, le corpus législatif qui étend la marée noire sur toute la société en nous privant de notre liberté de pensée.

Suivant ces lois et leur application jurisprudentielle l'on pouvait jusqu'à présent être condamné pour des « connotations » : ce n'était donc pas une pensée mais également une connotation. Nous n'avions plus la liberté de connotation mais l'on va aller plus loin.

Il est projeté d'étendre le système à tous les états de l'union européenne qui, d'ailleurs, l'ont déjà plus ou moins. Dans le projet du Parlement européen il y aurait le délit de « banalisation grossière » et même encore mieux de « complicité de banalisation », sans que celle-ci soit, semble-t-il, grossière.

Ceci s'appliquerait à des génocides mais bien sur aux génocides choisis par les maîtres du monde.

Un grand nombre de génocides ne seraient pas « protégés » comme le génocide vendéen.

DOCUMENTS

(Nous publions les documents tels que nous les recevons ; ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs)

DE JEAN-LOUIS CACCOMO

Moraliser le capitalisme

Etre libéral est aujourd'hui une tare, une infamie, une maladie mentale. La gauche antilibérale exulte tandis que les penchants interventionnistes de la droite jacobine s'expriment désormais sans tabou. J'admets que des conjonctures exceptionnelles appellent

des mesures exceptionnelles. De plus, le libéralisme n'exclut pas l'intervention de l'Etat. Adam Smith consacre un tome entier de « La Richesse des Nations » à l'action publique et l'économie sociale, montrant que le marché ne peut s'épanouir sans la fourniture d'un environnement de biens et services publics qui ont la propriété de générer des externalités positives. L'économie de marché fondée sur la liberté et la responsabilité individuelle implique qu'un Etat de droit qui soit fort et efficace, notamment dans les domaines de compétences qui sont les siens, ne serait-ce que pour rappeler aux acteurs de l'économie que la liberté n'implique pas seulement des droits mais aussi des devoirs.

Mais la crise a bon dos. Aucun système ne peut fonctionner si l'homme perd le sens des valeurs morales. Ce n'est pas le capitalisme qu'il faut moraliser, c'est l'homme moderne lui-même qui a trop vite oublié que la liberté n'est pas l'absence de contrainte, qu'il n'y a pas de droits sans devoirs, que l'on ne peut consommer des richesses sans participer à leur production et reproduction, que l'endettement est une fuite en avant s'il ne donne pas lieu à un investissement, donc une production de richesse future.

La crise que nous vivons n'est pas une crise du capitalisme mais une crise des valeurs sans le respect desquelles aucun système économique ne peut fonctionner. Le socialisme sur le papier, c'est sans doute séduisant sur le papier car qui n'est pas tenté par la promesse d'un monde sans inégalités et sans pauvreté ? Cependant, sans morale, il devient dans la pratique un véritable racket à grande échelle au profit d'une nomenklatura qui s'autoproclame gardienne de l'intérêt général.

L'économie ne se réduit pas à des chiffres ou des flux financiers. La finance et le commerce reposent sur la confiance en l'autre, d'où peuvent naître les relations d'échange sans lesquelles aucune prospérité n'est possible. Mais cette société de confiance a progressivement disparu sous l'effet d'une fuite en avant consistant à confondre la liberté avec la satisfaction immédiate des pulsions consuméristes. On consomme pour avoir, pour posséder en oubliant que personne ne peut s'épanouir dans la consommation. Etre ou avoir, telle est la question !

L'accomplissement de soi passe souvent par la réalisation de quelque chose, par la création de quelque chose, autrement dit par la mise en œuvre de ses potentialités. C'est toujours une dimension (et une définition) du travail. On produit de la richesse, qu'elle soit culturelle, artistique ou matérielle, tout dépend des talents, des choix et des aspirations de chacun.

Or, on a cultivé, notamment chez les jeunes, le désir d'avoir et de posséder (consommation) avant la volonté de faire, de créer et de produire (production). On veut tous être riche, mais on ne veut guère travailler. La chasse aux salaires élevés et autres stock-options est-elle vraiment l'expression d'une indignation légitime face aux inégalités ou la manifestation plus douteuse de l'envie et de la jalousie sur laquelle surfent toujours les démagogues et les populistes ?

Sous prétexte de relancer l'économie au bord de la crise, on parle encore de relancer la consommation alors que l'endettement de notre économie atteint des niveaux insupportables en termes de charges financières. A-t-on réellement tiré toutes les leçons de cette crise que l'on impute trop facilement au libéralisme que personne ne s'efforce de définir ? La philosophie libérale, qui nous vient de l'époque des Lumières, avant d'être une

apologie aveugle du marché, est d'abord justement un ensemble de valeurs morales fondées sur l'équilibre toujours délicat mais indispensable entre les droits et les devoirs, entre l'effort et la récompense, entre revenu et rendement, entre salaires et productivité. La société moderne a précisément voulu tourner le dos à toutes ses contraintes. Pour peu que ces équilibres ne soient plus respectés, à force de multiplier des droits en exonérant les devoirs correspondants, à force de distribuer du revenu sans contrepartie en termes de production de richesse, les bulles nous éclatent toujours à la figure.

Il est certain que les gouvernements ne peuvent pas rester sans rien faire devant la situation actuelle. Cependant, il faut veiller à ne pas renforcer les causes du mal. C'est donc l'interventionnisme lui-même qu'il faut repenser car la crise mondiale n'éclate pas nécessairement du fait d'une absence de gouvernance mondiale ou de la dérégulation, mais de l'accumulation dans tous les pays de réglementations inadaptées aux enjeux de l'économie moderne. Loin d'être une « jungle libérale », le monde moderne est de plus en plus réglementé. Chacune des réglementations considérées isolément a sans doute des intentions louables et des motivations légitimes (protéger la santé des consommateurs, protéger l'environnement, respecter des normes de qualité...), mais l'accumulation des réglementations se traduit par une charge financière qui pèse en dernière instance sur les entreprises.

Avant même que la crise financière éclate, la France avait déjà un problème structurel de croissance molle (qui dure depuis bientôt trente ans) ce qui a conduit le candidat Sarkozy à axé sa campagne sur le thème du pouvoir d'achat. Mais il ne serait y avoir de pouvoir d'achat sans la restauration d'un « pouvoir de produire », sinon le revenu distribué ne sera qu'une forme de « monnaie singe » pareille à ce qu'ont été les fameux « subprimes » américains.

La crise bancaire a éclaté aux USA où la Réserve Fédérale a pratiqué pendant des années une politique de taux d'intérêt bas qui a nourri l'endettement des ménages et des collectivités publiques sous le prétexte de maintenir la consommation considérée comme « moteur de la croissance ». C'est une fuite en avant qui n'est pas soutenable. Les moteurs de la croissance sont bien plus profonds, bien moins matériels et bien plus spirituels ou culturels, reposant grandement sur la volonté d'entreprendre, la confiance en l'avenir, l'éducation, l'aptitude à utiliser les connaissances pour contribuer à créer des richesses. L'économie ne commande pas nécessairement de produire plus, mais surtout de produire mieux et différemment, en prenant en compte les nouvelles contraintes qui sont toujours le nerf de l'innovation.

Alors peut-on venir en aide au système bancaire en appelant une baisse des taux d'intérêt pour relancer la consommation au risque de repartir dans une même fuite en avant ? Je n'ai pas de réponse toute faite. Ce sont des questions que j'expose ici. Car la crise interpelle aussi nécessairement les économistes qui doivent repenser leur discipline. Un peu comme ces traders fous qui étaient des ingénieurs et virtuoses de la technique mathématique sans aucune culture économique et qui se sont trouvés dépassés par leur propre aveuglement, fondé sur une très haute opinion d'eux-mêmes (ils sortent tous des plus grandes écoles où on leur enseigne qu'ils sont les élites économiques), les nouveaux économistes, qui sont désormais des mathématiciens qui appliquent des modèles à l'économie sans trop savoir ce qu'est vraiment l'économie, devraient redécouvrir les valeurs morales qui sont le fondement des sciences humaines en général, des sciences économiques en particulier.

Jean-Louis Cacco
Perpignan, le 29 octobre 2008
<http://cacco.blogspot.com/>
http://cozop.com/chroniques_en_liberte

DE JACQUES GARELLO

Une perle pour le grand bêtisier des commentaires sur la crise...

DICTATURE DE L'IGNORANCE ET IMPUISSANCE DE LA PRETENTION

Fort heureusement, la « crise » remet les idées en ordre et les hommes en place. Elle aura révélé les incompétences, les irresponsabilités, les corruptions, les complicités, les privilèges, les spoliations.

C'est ce qu'a fort bien illustré le discours du Président prononcé à Annecy. « La crise aura mis fin à l'idéologie de la dictature des marchés et de l'impuissance publique ». Cette profession de foi traduit à la fois l'ignorance et la prétention des chefs d'Etat, et particulièrement du nôtre. Je suis donc heureux que l'on en finisse avec ces élucubrations. Puisse en effet la crise mettre fin à la dictature de l'ignorance et à l'impuissance de la prétention !

Tout d'abord, je ne vois pas en quoi l'idéologie de la dictature des marchés serait aujourd'hui dominante. Bien entendu, la crise a permis aux vrais coupables de mettre en accusation, pêle-mêle, Reagan, Thatcher, Friedman, Hayek, les économistes de Chicago, les financiers de Wall Street.

Écoutons Michel Rocard :

"Friedman a créé cette crise ! Il est mort, et vraiment, c'est dommage. Je le verrais bien être traduit devant la Cour pénale internationale pour crimes contre l'humanité. Avec son idée que le fonctionnement des marchés est parfait, il a laissé toute l'avidité, la voracité humaine s'exprimer librement."

Il est établi que la crise n'a pas pour origine le marché mais bien la politique monétaire de

la FED, et surtout les manœuvres politiques du parti démocrate qui a inventé les crédits hypothécaires à discrimination positive : priorité aux minorités insolubles grâce à l'intervention de Fannie et Freddy, ces braves agences garanties par l'État fédéral (et créées dans la ligne du New Deal, réanimées pour raison électorale par Bill Clinton). Elles ont bien renvoyé l'ascenseur en devenant les fidèles soutiens des démocrates, arrosant copieusement les gens du Congrès (Obama en tête). Voilà sans doute où étaient l'avidité et la voracité.

Mais on ignore sans doute cela en hauts lieux élyséens. Monsieur Guaino ne le savait pas quand il a fait le brouillon du discours d'Annecy. On ne sait pas non plus que tous les déséquilibres imputés au marché sont les sous-produits des interventions étatiques. Il n'y aurait pas à subir les crises pétrolières s'il n'y avait pas l'OPEP. Il n'y aurait pas de paradis fiscaux s'il n'y avait pas d'enfers fiscaux. Il n'y aurait pas de panne du crédit si l'épargne n'était pas matraquée. Il y aurait création d'emplois si la liberté du contrat de travail n'était pas entravée. Il y aurait des retraites confortables si l'on acceptait la capitalisation. Il n'y aurait pas de violences ni de carences scolaires si on en finissait avec le monopole de l'Education Nationale et des syndicats d'enseignants. Peut-on l'ignorer ?

Quel est le terrorisme intellectuel qui s'est installé chez nous depuis un demi-siècle au moins ? De quoi nous parle-t-on chaque jour, sinon de Grenelle, de développement durable, de droit au logement, de fonds souverains, de dumping social ? L'idéologie dominante est-elle celle de Friedman, ou celle de Keynes, du New Deal, d'Al Gore et de Marx relooké ?

Non seulement le Président ignore, ou feint d'ignorer, ce qui se passe réellement sur la terre, mais il ignore, ou feint d'ignorer, ce que dans le passé l'humanité a dû au marché. Bien avant qu'Adam Smith ait expliqué ce qui faisait la richesse des nations, depuis des siècles, au milieu des guerres qui étaient toujours liées au pouvoir des rois et seigneurs et ruinaient le bon peuple, les hommes avaient compris que leur progrès était dans l'échange, dans le service mutuel. Ils avaient perfectionné les systèmes de contrat, les monnaies, les instruments de crédit, les marchands avaient organisé le commerce mondial. Le marché, c'est la liberté de choix, c'est la compréhension entre les peuples.

Tout l'inverse du recours à la contrainte, raison d'être de la société politique. Quand on nous annonce le « retour du politique », on doit traduire : retour du nationalisme, retour des conflits, choc des civilisations, et pour la vie quotidienne moins de pouvoir d'achat, moins de choix, plus d'impôts, plus de réglementation, plus de police fiscale (car la police qui protège contre les criminels est en panne).

Il est vrai que ces considérations vulgaires ne sont pas à la mesure d'un personnage universel et intemporel. Le président a la prétention de refonder le capitalisme, de reconstruire le système monétaire et financier international, de doter la mondialisation des institutions dont elle a besoin. Il doit s'empresseur pour accomplir cette immense mission : George BUSH ne pourra faire partie de son équipe, et OBAMA va certainement vouloir prendre la commande des sommets mondiaux. En janvier prochain, Vaclav KLAUS sera président de l'Union Européenne, avec des vues totalement opposées. Qu'à cela ne tienne : Nicolas SARKOZY déclare au Parlement Européen qu'il pourrait bien prolonger son mandat, il aurait en charge la direction d'un gouvernement économique européen – qui n'existe pas dans la constitution de l'Europe (au demeurant non approuvée actuellement) et

dont personne ne veut.

Je ne vois pas pourquoi les réalités se plieraient aux désirs d'un homme politique, si génial soit-il. Certes la France est le pays des 18 brumaire et des 2 décembre. Mais nous ne sommes déjà plus en France. Nous sommes dans une communauté mondiale, et la puissance de l'Élysée, en revanche, s'arrête aux frontières de la République Française.

A la différence de 1791 et la suite, nous ne pouvons prétendre exporter dans le monde entier des valeurs qui apparaissent aux yeux des autres comme des contre-valeurs. La prétention de changer le monde est cette « présomption fatale » qu' HAYEK dénonçait naguère. La prétention est de plus ridicule quand elle se double d'impuissance.

Voilà tout ce que la crise devrait apprendre aux Français, et aux autres : oui, on doit rompre avec l'ignorance et la prétention pour retrouver le bon sens, la compréhension et l'humilité.

Jacques Garello

Le 27 octobre 2008

[Réseau Liberté](#)

C'est un véritable cri d'alarme que je lance aujourd'hui à nos gouvernants manifestement en grand défaut d'innovation morale et politique !

Depuis l'élection présidentielle gagnée, le 6 mai 2007, je ne vois nulle part que la "rupture" annoncée ait, en quoi que ce soit, été mise en oeuvre.

Une "rupturette", au mieux, vite retombée dans les travers socialisants d'un passé exécrationnel que, pourtant, 53,06% des Français espéraient voir enfin clos.

La crise financière arrive à un moment où la France, à force de fonctionner à crédit, se retrouve "sans un" tout en continuant, sur sa lancée, à dépenser à tout va !

Notre pays risque donc fort de sortir plus affaibli que jamais de la crise en cours puisque les réformes structurelles, d'ordre vital, seront restées dans les limbes.

Alors, pris de court, Nicolas Sarkozy annonce-t-il surtout un traitement social du chômage forcément accompagné d'un nouvel appauvrissement de la nation.

Mais, plus sûrement, le moment idéal ne serait-il pas venu, en toute priorité, de réformer en profondeur la fiscalité qui bride l'activité économique et sociale de notre pays ?

Certes, les rentrées de l'Etat en seraient sûrement affectées à très court terme mais n'est-ce pas surtout le moyen et le long terme, l'avenir, qui comptent plus que tout ?

Car ne nous berçons pas d'illusions : si nous continuons ainsi sur notre lancée, la France, bientôt sous tutelle et pour notre honte, n'existera plus que sur le papier.

PS : sous la promesse solennelle de libérer les hommes et les machines, M. Sarkozy eût certainement obtenu des Français qu'ils retroussent leurs manches. Dommage.

Librement !

Philippe (Sully) ROBERT

<http://sully1.typepad.com>

02400 France

